

## **Non au « pacte de compétitivité » ! Contre le gouvernement Hollande- Ayrault et sa politique**

### **"Pacte" : "nous avons été entendus" (Parisot, MEDEF)**

*Le 5 novembre, Gallois, l'ex-PDG du trust EADS, a remis au gouvernement son rapport relatif à la « compétitivité » des entreprises. Sans surprise, ce rapport ne fait que reprendre à son compte les revendications capitalistes : face à la concurrence internationale, il serait indispensable de faire baisser le coût du travail. Quelle que soit les précautions de langage, Gallois et le MEDEF revendiquent la baisse des salaires réels.*

Dès le lendemain, Ayrault annonçait un « pacte pour la compétitivité » reprenant l'essentiel des exigences patronales. Dès l'an prochain, le patronat serait exonéré de 10 milliards de cotisations sociales, soit le traitement de 300 000 fonctionnaires. Puis les 2 années suivantes, ces sommes seraient augmentées de 5 autres milliards.

Comment seraient financés ces nouveaux cadeaux aux patrons ? Pour moitié par une nouvelle réduction des dépenses publiques (entendre : des acquis sociaux comme la Santé, l'Enseignement, etc.) et pour une autre moitié par une augmentation de la TVA, impôt le plus anti-social qui soit (riche ou pauvre, chacun paie la même somme). C'est donc bien le retour de la TVA sociale chère à Sarkozy.

### **Contre le dialogue « social » avec Hollande-Ayrault**

Un gouvernement aussi affaibli que ne l'est celui de Hollande et Ayrault n'aurait pas les moyens de mener seul une telle politique. Ses appels permanents au « dialogue social », à la collaboration des directions syndicales se comprennent donc aisément. Ainsi, concernant le pacte, un comité de suivi intégrant les syndicats et prévu.

Mais comment combattre ce pacte si on accepte par avance de s'associer à sa mise en place ? La première action à prendre contre le pacte de compétitivité, c'est donc de faire en sorte que les directions syndicales ne

participent pas à ce comité de suivi.

### **"Négociation emploi" : vers la précarisation généralisée**

Mais le rapport Gallois ne se limite pas à préconiser la baisse des salaires réels. Le but est aussi avancer vers le démantèlement des diverses réglementations qui protègent l'emploi salarié. Il s'agit là de rattraper l'Allemagne, pays où les travailleurs ont été victimes d'une politique de dérèglement tous azimuts.

Dans ce contexte, le ministre du Travail Sapin a convoqué une négociation patronat-syndicats sur le sujet. En cas d'absence d'accord, Sapin promulguerait une loi dont personne ne peut douter du contenu anti-social.

Désormais, le patronat a fait connaître ses exigences, et a ne peut que faire frémir les travailleurs :

★ Le recours aux CDI de mission, par définition précaires, seraient facilités, ainsi que les licenciements économiques.

★ Le délai pour saisir les prud'hommes serait ramené de 5 ans à 12 mois. Le montant des condamnations pour licenciement abusif serait revu à la baisse.

★ Les accords compétitivité-emploi, institutionnalisant le chantage à l'emploi seraient largement facilités. On sait que ces accords permettraient aux patrons de baisser les salaires en échange de pseudo-engagements sur le maintien de l'emploi.

**Le pire est que les directions syndicales acceptent de poursuivre leurs négociations sur de telles bases. La CGT a reçu dans ce cadre le chef de la délégation patronale dans ses locaux. « Un acte sans précédent », indique la presse....**



**Au sud comme au nord,  
PAS QUESTION DE  
PAYER LEURS CRISES !**

## Même la Sécu...

Aucune politique sérieuse de « baisse du coût du travail » ne peut être mise en place sans réduire les sommes versées par le patronat aux caisses de Sécurité Sociale. 33% du PIB est consacré à la protection sociale...

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013 (PLFSS) prévoit donc déjà un plan d'économies de plus de 2 milliards. L'ensemble des mesures Sarkozy – taxe sur les Mutuelles, franchises médicales, etc. – sont maintenues. Au delà de nouvelles coupes sombres sont prévues – plus de 600 millions pour les hôpitaux, augmentation de la CSG pour les retraités, etc.

Mais l'essentiel est à venir en janvier. D'ores et déjà un « *diagnostic partagé* » État-Patronat-Syndicats a été publié. Il devrait servir de bases à l'élaboration d'une réforme « structurelle » du financement de la protection sociale.

## Contre Hollande-Ayrault, une opposition de gauche !

Que ce soit à propos de l'emploi, de la protection sociale ou de tout autre sujet : le gouvernement Hollande-Sarkozy applique une politique équivalente à celle de Sarkozy. C'est pourquoi le NPA se situe dans l'opposition nette et claire à ce gouvernement.

La politique catastrophique du gouvernement

Hollande-Ayrault, avec le cortège de drames sociaux qu'elle engendre, n'a rien de fatal : à la base il y a le système capitaliste, celui de l'économie de profit, et ses exigences. C'est ce système absurde qui doit être changé, et c'est pourquoi le NPA situe son action dans la perspective d'un gouvernement menant une politique de rupture avec le capitalisme.

Le NPA ne demande à aucun parti de gauche de partager ses convictions anticapitalistes. **Par contre nous nous adressons à toutes les forces de gauche, en premier lieu celles rassemblées au sein du Front de Gauche : on ne peut défendre les travailleurs et soutenir, même du bout des lèvres, un gouvernement qui mène une telle politique.**

**Ensemble, dans l'unité, en opposition nette et claire au gouvernement Hollande-Ayrault, organisons la résistance à cette politique au service des banquiers et de spéculateurs !**



## Gaza : communiqué du NPA

"Colonne de fumée" c'est le nom donné pour cette énième attaque d'envergure contre Gaza. Cette nouvelle offensive, fait suite à d'innombrables attaques d'avion et de tirs de chars durant tout le mois d'octobre 2012. Depuis ce mercredi 14.XI.2012, l'aviation des forces d'occupations bombarde Gaza, assassine un important chef du Hamas, et déjà en quelques heures plus de 7 morts et des dizaines de blessés.

Ce nouveau drame subit par les gazaouis fait suite à l'accord ACAA entre Israël et l'Union Européenne en octobre 2012, accord qui marque les premiers pas pour l'intégration d'Israël à l'Union Européenne. Enfin François Hollande reçoit Benjamin Netanyahu en grande pompe à l'Elysée le 31 octobre 2012 et s'aligne sur les desideratas du gouvernement israélien lors de la conférence de presse.

Cette nouvelle guerre précède les élections législatives israéliennes prévues en février 2013. Par la répétition des accords UE / Israël, par le tapis rouge déroulé devant la droite extrême israélienne en France, le gouvernement israélien se sait soutenu et comprend le langage diplomatique comme un chèque en blanc pour mener ses opérations criminelles.

Le NPA proposera à l'ensemble des organisations soucieuses du droit et de la justice pour le peuple palestinien, de chercher les moyens d'une riposte la plus large possible contre les crimes israéliens perpétrés avec la complicité de fait de l'Union Européenne et du gouvernement français.

**Rejoignez-nous !** Contact mail : [npa.saintetienne@gmail.com](mailto:npa.saintetienne@gmail.com) - Site internet : <http://npa42sud.org>